

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 09/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAINT-GOBAIN ABRASIFS
RUE DE L AMBASSADEUR
78700 CONFLANS-SAINT-HONORINE

Code AIOT : 0006503241

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2024 dans l'établissement SAINT-GOBAIN ABRASIFS implanté RUE DE L AMBASSADEUR 78700 CONFLANS-SAINT-HONORINE. L'inspection a été annoncée le 24/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre :

- de l'action nationale portant sur les émissions de composés organiques volatiles ;
- du suivi des travaux de dépollution menés sur le site ;
- des investigations menées sur le territoire du 78 et du 95 suite à des cas groupés de légionellose.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT-GOBAIN ABRASIFS
- RUE DE L AMBASSADEUR 78700 CONFLANS-SAINT-HONORINE
- Code AIOT : 0006503241
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Saint Gobain Abrasifs exploite, sur le territoire de la commune de Conflans Ste Honorine, une usine de fabrication d'abrasifs appliqués sur papier ou toile de différentes formes (disques, brandes, rouleaux, ...).

Ses activités relèvent du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des ICPE et de la directive européenne n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite IED, au titre de la rubrique 3670 (Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques).

Le rapport de réexamen IED du 19/11/21 est en cours d'instruction.

Les principaux enjeux du site sont liés à la présence de substances toxiques et/ou combustibles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données aux inspections précédentes (06/04/22 et 17/07/23)
- la prévention de la pollution atmosphérique ;
- l'avancement des travaux de dépollution et surveillance de la qualité des eaux souterraines et des gaz de sol (APC du 11/08/23). ;
- la prévention du risque lié à la légionellose.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Travaux de dépollution	AP Complémentaire du 11/08/2023, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Elimination des déchets issus des travaux de dépollution	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 4.3 du chapitre III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Réseau piézométrique	AP Complémentaire du 11/08/2023, article 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Réseau de surveillance des gaz de sol	AP Complémentaire du 11/08/2023, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Contenu du rapport d'analyse des eaux souterraines et des gaz de sol	AP Complémentaire du 11/08/2023, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Réexamen IED	Code de l'environnement du 11/01/2017, article R.515-70	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Campagnes de mesure des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-II	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article V.1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois
14	Dispositif de traitement des rejets – oxydateur thermique	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 2.1 chapitre II	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
15	Information de l'inspection en cas d'incident sur l'oxydateur	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 2.2 chapitre II	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
16	Entretien du dispositifs de traitement	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 2.3 chapitre II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
17	VLE des rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 3.2 chapitre II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
22	Réalisation de l'analyse	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article	/	Mise en demeure, respect de	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	méthodique des risques (AMR)	3.7.I.1.a		prescription	
23	Procédures	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.c	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
24	Plan d'entretien – Présence	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
25	Plan d'entretien – justification	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
26	Prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
27	Nettoyage préventif des installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2.c	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
29	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.5.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
30	Prélèvements complémentaires pour le prochain contrôle	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.5.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
31	Plan des réseaux interne au site	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 4 du chapitre I	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
32	Périmètre d'accès à la TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.9	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Surveillance de la qualité de la nappe souterraine (fréquence)	AP Complémentaire du 11/08/2023, article 5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Inventaire des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Sans objet
10	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 12/05/2020,	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 3.3		
12	Comportement au feu des lieux de stockage	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 1.2, chapitre I, titre 4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
13	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	/	Sans objet
18	VLE des rejets à l'atmosphère (fréquence des contrôles)	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 4 chapitre II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
19	Hauteur des cheminées	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 5.1 chapitre II	/	Sans objet
20	Vitesse d'éjection des gaz	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 5.2 chapitre II	/	Sans objet
21	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 7 (chapitre II)	/	Sans objet
28	Nettoyage du dévésiculateur	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les travaux de dépollution ont été menés à leur terme. Des éléments sont encore attendus concernant la surveillance de la qualité des eaux souterraines et des gaz de sol.

A noter également que le cadre de surveillance des eaux souterraines sur GIDAF a été modifié : les rapports de suivi de la qualité des eaux souterraines et des gaz de sol devront désormais être déposés au format PDF, en PJ des déclarations.

Concernant les rejets atmosphériques, l'inspection a permis de mettre en évidence des dysfonctionnements au niveau de l'oxydateur thermique qu'il conviendra de corriger rapidement.

Concernant, l'exploitation de la tour aéroréfrigérante (TAR) de l'établissement, l'inspection a identifié plusieurs facteurs de risques de prolifération de légionelles, en particulier :

- les origines diverses d'alimentation en eau de la TAR : eaux pluviales, eaux de refroidissement issues du process et eau de forage;
- l'ancienneté de la TAR, installée en 2002 : induisant des normes de conception désormais obsolètes et nécessitant en conséquence une surveillance accrue de l'état des installations.

Ces facteurs de risques doivent être identifiés et gérés dans l'analyse méthodique des risques (AMR) conformément aux dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 14/12/13.

Or, l'AMR présentée n'est ni actualisée, ni exploitée. De ce document découlent tous les plans et procédures en lien avec l'exploitation de la TAR et la réduction du risque de prolifération de légionelles.

C'est pourquoi, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure la société St

Gobain Abrasive de respecter sous 3 mois l'article 3.7.1.1.a de l'arrêté ministériel du 14/12/13. L'ensemble des plans et procédures découlant des conclusions de l'AMR devront être mis à jour. Il est également demandé à l'exploitant d'intégrer des points de prélèvements supplémentaires pour le prochain contrôle des rejets de la TAR.

Bien qu'aucun dépassement important en concentration de légionelle n'a été déclaré par l'exploitant, une vigilance accrue de l'exploitation de cette TAR est requise, nécessitant un suivi rigoureux des documents de gestion par l'exploitant. La sous-traitance de la gestion de la TAR à une autre société, renforce ce besoin.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Travaux de dépollution

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société SAINT GOBAIN ABRASIFS procède aux travaux de dépollution conformément au plan de gestion n° A118557/B transmis le 9 septembre 2022. Ces travaux comprennent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'extraction, le tri et l'évacuation des déchets et résidus retrouvés au droit de l'ancienne fosse à colle vers des filières de traitement adaptées et dûment autorisées ; • le confinement/recouvrement des zones impactées ; • des contrôles de la qualité des sols en limite d'excavation, notamment en fond et bords de fosse. <p>Les travaux et le stockage des matériaux sont réalisés de manière à prévenir toute pollution des sols et des eaux souterraines. Dans un délai de 4 mois suivant l'achèvement des travaux, la société SAINT GOBAIN ABRASIFS transmet à l'inspection des installations classées un rapport de fin de travaux comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le descriptif des travaux réalisés avec plans et photos ; • un bilan des éventuels incidents, accidents et difficultés rencontrées à chaque phase et les mesures prises pour y remédier ; • la nature et la quantité des déchets produits et/ou extraits ainsi que les justificatifs d'élimination ; • les résultats des mesures de contrôle de la qualité des sols en limite d'excavation, notamment en fond et en bords de fosse ; • la nature, qualité et quantité des matériaux de remblaiement de la fosse ; • les conclusions sur l'atteinte des objectifs initialement visés, les teneurs résiduelles et la compatibilité du milieu aux usages ; il sera fourni à cet effet une analyse des risques résiduels, prenant en compte les teneurs en polluants résiduelles observées et les usages projetés ; • des recommandations éventuelles, notamment au regard des restrictions d'usage envisagées dans le plan de gestion susvisé.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que les travaux de dépollution ont été achevés et que ceux relatifs aux travaux de voirie liés au système sprinklage ont pu reprendre.</p> <p>Par courriel du 05/02/24, il transmet le rapport de fin de travaux du 27/12/23, selon lequel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les travaux ont été réalisés du 23 janvier au 12 septembre 2023 ; • la superficie de la fouille était de l'ordre de 500 m² hors talutage ; • 3015m³ ont été terrassés : <ul style="list-style-type: none"> ◦ tranche 0-1 m : terrassement des terres surfaciques y compris talutage = 1 150 m³ ; ◦ tranche 1-3 m : terrassement des terres et déchets en mélange = 800 m³ ; ◦ tranche 3-5 m : terrassement au BRH des résines indurées = 1 065 m³ ; • au cours et à l'issue des terrassements qui se sont terminés le 22/06/2023, des prélèvements ont été réalisés en bords et fonds de fouille. Le remblaiement de la fouille a été réalisé à partir du 31/07/2023, après analyse des résultats ; • l'ensemble des éliminations des terres et des déchets a été réalisé par voie routière au moyen de semi-bennes bâchées ; • au total, 2 233,364 tonnes de terres polluées ont été évacuées hors site : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 1 653,88 tonnes de terres en ISDD chez EMTA à Guitrancourt (78) ;

- 495,70 tonnes de résine indurées et 0,144 tonne de résines pâteuses en fûts en incinération à l'usine SARP industries à limay (60) ;
- 83,64 tonnes de résine indurées vers SAPRI MINERAL FRANCE à Drambon (21) ;
- 60,99 tonnes d'autres déchets ont également été évacuées (bétons et autres gravats, le bois, la ferraille, produits par le chantier tels que des bâches et autres consommables non souillés par les résines) :
 - 52,74 tonnes de gravats ;
 - 8,25 tonnes de DIB.
- le remblaiement de la fosse a été réalisé au moyen de matériaux issus du site et de matériaux d'apports (2 961,56 tonnes). Ces matériaux ont fait l'objet d'analyses avant utilisation pour s'assurer de leur caractère inerte ;
- le PV de réception des travaux a été notifié le 12/09/23 (la date de signature n'apparaît pas).

Le rapport ne conclut pas sur les teneurs résiduelles observées, sur l'atteinte des objectifs et ne propose pas de mesure de gestion complémentaires.

Les résultats des mesures de contrôle de la qualité des sols en limite d'excavation, notamment en fond et en bords de fosse ne sont pas joints au rapport.

Conclusion : Le rapport de fin de travaux de dépollution (référéncé U1.22.022.0 du 27/12/23) ne statue pas sur l'atteinte des objectifs initialement visés, les teneurs résiduelles, sur la compatibilité du milieu aux usages et sur la nécessité ou non de mettre en œuvre des mesures de gestion complémentaires. Les rapports d'analyse de la qualité des sols en limite d'excavation ne sont pas joints au rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Élimination des déchets issus des travaux de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 4.3 du chapitre III

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'élimination des déchets qui ne peuvent pas être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, est assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre du Titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination à l'inspection des installations classées. Il tiendra à sa disposition une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Ne peuvent être éliminés en centre de stockage de classe 1 que les déchets industriels spéciaux cités dans les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 relatifs au stockage de certains déchets industriels spéciaux ultimes et stabilisés.

Constats :

Comme vu précédemment, selon le rapport de fin de travaux :

- Au total, 2 233,364 tonnes de terres polluées ont été évacuées hors site :
 - 1 653,88 tonnes de terres en ISDD chez EMTA à Guitrancourt (78) ;
 - 495,70 tonnes de résine indurées et 0,144 tonne de résines pâteuses en fûts en incinération à l'usine SARP industries à limay (78) ;
 - 83,64 tonnes de résine indurées vers SAPRI MINERAL FRANCE à Drambon (21) ;

- 60,99 tonnes d'autres déchets ont également été évacuées (bétons et autres gravats, le bois, la ferraille, produits par le chantier tels que des bâches et autres consommables non souillés par les résines) :
 - 52,74 tonnes de gravats ;
 - 8,25 tonnes de DIB.

Le registre des déchets, les bordereaux de suivi des déchets (BSD) ainsi que les analyses des remblais, sur les matériaux d'apports sont annexés au rapport.

Par échantillonnage, l'inspection analyse les informations apparaissant sur certains BSD :

- BSD-20230609-7JZR878YE (ISDD-9) relatif à l'enlèvement le 14/06/2023 de 24,1 tonnes de résines indurées (07 01 08*) en benne pour stockage en ISDD chez EMTA à Guitrancourt ;
- BSD-20230727-EQYKS8GTR (LIMAY-INCI-3) relatif à l'enlèvement le 08/08/23 de 28,76 tonnes de résines indurées (07 01 11*) en vrac pour incinération chez SARP à Limay ;
- BSD-20230908-H711Y2GAX (513059/1) relatif à l'enlèvement le 12/09/23 de 411 tonnes de résines indurées (16 05 08*) en caisses pour utilisation comme combustible chez SARP à Limay. Ce BSD semble correspondre aux résines pâteuses.
- BSD-20230811-0KH0J4VKZ (Drambon4) relatif à l'enlèvement de 15,44 tonnes de résines indurées (07 01 11*) en benne pour traitement physico-chimique (non spécifié, D9F) chez SAPRI MINERAL FRANCE à Drambon.

A noter que les codes déchets utilisés correspondent à :

- 07 01 08* : autres résidus de réaction et résidus de distillation ;
- 07 01 11* : boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;
- 16 05 08* : produits chimiques d'origine organique à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut.

Concernant les déchets admis chez EMTA, l'inspection compte 63 BSD annexés au rapport pour 1653,88t de déchets. La quantité de déchet est cohérente avec celle indiquée dans le rapport. Néanmoins, la nature diffère : terre selon le corps du rapport et résines indurées selon le BSD.

Le code déchet utilisé (07 01 08*) n'apparaît ainsi pas correspondre à des terres polluées. Un code en 17 (par exemple le 17 05 03* : terres et cailloux contenant des substances dangereuses) semblerait plus approprié.

Concernant l'enlèvement des résines pâteuses, le code déchet utilisé est différent de celui utilisé pour les résines indurées, mais la dénomination est identique (résines indurées).

Conclusion :

Le code et la dénomination du déchet mentionnée sur les BSD relatifs aux terres polluées envoyées chez EMTA à Guitrancourt ne semblent pas correspondre à la vraie nature du déchet. De même, la dénomination utilisée pour les résines pâteuses dans le BSD-20230908-H711Y2GAX (513059/1) n'est pas totalement cohérente.

L'exploitant devra expliciter ces choix.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Réseau piézométrique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un réseau de surveillance des eaux souterraines.

Le réseau de surveillance est constitué a minima des 6 ouvrages, dont :

- PZ1, ouvrage installé en 2004 au nord-est du site ;
- PZ2, ouvrage installé en 2004 à l'ouest du site à combler puis déplacer ;
- le forage présent au nord-ouest du site.

L'implantation des 3 ouvrages complémentaires fait l'objet d'un accord préalable de l'inspection des installations classées. La proposition d'implantation prévisionnelle, qui comprend un ouvrage en amont hydraulique, est transmise dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Ce réseau est complété en tant que de besoin pour améliorer la compréhension du comportement de la pollution et surveiller son extension, en particulier en aval ou en latéral hydraulique si une pollution est détectée sur le réseau de piézomètres aval et latéral existant.

Les piézomètres sont conçus, réalisés et nivelés selon les normes en vigueur, notamment la norme NF-X31-614, et selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé. Ils doivent permettre d'assurer une surveillance adaptée au comportement des polluants concernés et aux caractéristiques des nappes surveillées. Un rapport d'exécution est transmis au Préfet dans le mois suivant la création de nouveaux ouvrages et il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées concernant les ouvrages existants.

Les piézomètres sont surveillés et entretenus de sorte que ces derniers ne puissent être à l'origine d'introduction de pollution depuis la surface vers les eaux souterraines. Les ouvrages sont protégés des éventuels déversements en surface et pour éviter tout risque de pollution par infiltration d'eaux de ruissellement et de chocs en surface par des dispositifs adaptés.

Ils disposent d'une plaque permettant leur identification (a minima numéro de l'ouvrage).

Constats :**Constats**

Par courriel du 05/02/24, il a transmis un rapport de synthèse des ouvrages piézométriques (référéncé 127344/A et datant du 14/12/2023).

Selon ce rapport :

- PZ1 et le puits de forage étaient en bon état et ont été conservés ;
- PZ2 (n°BSS000LHTA) a été comblé ;
- PZ3 (n°BSS : BSS000LHTB) n'a jamais été retrouvée ;
- 4 nouveaux ouvrages ont été implantés (Pz2bis, Pz4, Pz5 et Pz6) ;
- des déclarations auprès de la Banque du sous-sol (BSS) doivent encore être réalisées au sujet du comblement de PZ2, de la perte de PZ3 et de la création des 4 nouveaux ouvrages ;
- le relevé piézométrique réalisé en novembre 2023 montre que :
 - PZ6 constitue un ouvrage représentatif de l'amont hydraulique ;
 - PZ1 et PZ2 bis sont représentatifs du latéral hydraulique ;
 - PZ4 et PZ5 sont représentatifs de l'aval hydraulique.

Le rapport comporte un tableau de synthèse des informations sur les ouvrages de surveillances et un plan de localisation.

L'inspection constate que le PZ4 dispose d'une margelle bétonnée et d'un capot cadenassé.

Conclusion : Les déclarations auprès de la Banque du sous-sol (BSS) doivent encore être réalisées concernant le comblement de PZ2, la perte de PZ3 et la création des 4 nouveaux ouvrages (pour attribution de n°BSS).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Réseau de surveillance des gaz de sol

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un réseau de surveillance des gaz de sols.</p> <p>Le réseau de surveillance est constitué a minima d'ouvrages implantés au niveau des zones 1, 2 et 7 identifiées dans le plan de gestion n° A118557/B du 06 septembre 2022. Ce réseau est complété en tant que de besoin pour améliorer la compréhension du comportement de la pollution et surveiller son extension.</p> <p>Les piézairs sont conçus, réalisés et nivelés selon les normes en vigueur, notamment les normes ISO 10381-7, ISO 18400-102, et NF ISO 18400-204. Ils doivent permettre d'assurer une surveillance adaptée au comportement des polluants concernés et aux caractéristiques des sols et nappes surveillés. Un rapport d'exécution est transmis au Préfet dans le mois suivant la création de nouveaux ouvrages et il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées concernant les ouvrages existants. La profondeur minimale d'échantillonnage (toit de la zone crépinée) n'est pas inférieure à 1 m sous la surface du sol. Le fond de l'ouvrage de prélèvement est situé à au moins 1 m au-dessus des eaux souterraines, afin d'éviter la remontée d'eaux dans l'ouvrage.</p> <p>Les piézairs sont surveillés et entretenus de sorte que ces derniers ne puissent être à l'origine d'introduction de pollution depuis la surface vers les sols et les eaux souterraines. Les ouvrages sont protégés des éventuels déversements en surface et pour éviter tout risque de pollution par infiltration d'eaux de ruissellement et de chocs en surface par des dispositifs adaptés. Ils disposent d'une plaque permettant leur identification (a minima numéro de l'ouvrage).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état d'avancement de l'implantation des ouvrages de surveillance des gaz de sol. Selon lui, un ouvrage aurait été installé au niveau de la zone 1 (ancienne fosse à colle).</p> <p>Le rapport de synthèse des ouvrages piézométriques (référéncé 127344/A et datant du 14/12/2023), vu au précédent point de contrôle, ne porte pas sur les piézairs.</p> <p>L'inspection constate à proximité des cuves de sprinklage un dispositif qui pourrait correspondre à un piézair. Le bouchon de celui-ci, qui n'était pas fermé à l'arrivée de l'inspection, a été fermé par l'exploitant. Aucun dispositif de protection (tube en acier de protection, margelle, cadenas...) n'était en place. L'exploitant a indiqué que cela pourrait s'expliquer par le fait que la zone est encore en travaux.</p> <p>Par courriel du 05/02/24, l'exploitant a indiqué que la réalisation des piézairs au droit de la fosse à colle n'a pas encore été réalisée en raison des travaux en cours. Il reste également à procéder :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au prélèvement des gaz de sols • la pose des étriers au niveau des 4 piézomètres avec capot hors sol (il est prévu de mutualiser leur installation avec l'intervention de pose des piézairs). <p>La date retenue de mise en place des piézairs est le 7 mars et prises des prélèvements le 11 mars. La deuxième campagne globale est prévue en juin.</p> <p>Conclusion : Le réseau de surveillance des gaz de sol n'a pas été mis en place par l'exploitant. L'ouvrage qui a pu être observé ne disposait d'aucune protection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 5 : Surveillance de la qualité de la nappe souterraine (fréquence)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres (fréquence des analyses)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2022
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant procède à une fréquence au moins semestrielle, en période de hautes et basses eaux, au relevé du niveau d'eau piézométrique ainsi qu'au prélèvement et à l'analyse d'un échantillon des eaux souterraines au niveau de chacun des ouvrages de surveillance.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 06/04/22, il avait été relevé que la fréquence de surveillance n'était pas respectée. Depuis, les modalités de surveillance de la qualité des eaux souterraines et du rendu des résultats ont été modifiées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/08/23.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir obtenu le 31/01/24 les premiers rapports d'analyse mais que le rapport d'interprétation est attendu dans le courant du mois de février. La campagne a été réalisée en novembre 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contenu du rapport d'analyse des eaux souterraines et des gaz de sol

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2023, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines
Prescription contrôlée : <p>A l'issue de chaque campagne de prélèvement, un rapport d'analyses est effectué par l'exploitant. Le rapport de surveillance de la qualité des eaux souterraines et des gaz de sol est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception et comprendra à minima les éléments suivants :</p> <p>1. Présentation du contexte et du dispositif de surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none">◦ historique du site (localisation, activités, produits utilisés sur site et susceptibles d'être retrouvés dans les eaux souterraines, mesures de dépollutions ou travaux effectués...);◦ contexte environnemental (aquifères traversées et leur profondeur, sens d'écoulement...);◦ réseau de surveillance (nom de l'ouvrage, code BSS, nature, coordonnées X et Y en Lambert 93, cote NGF, profondeur de l'ouvrage et cote NGF correspondante, niveau piézométrique et cote NGF correspondante, propriétaire de l'ouvrage, numéro de parcelle, propriétaire de la parcelle, photographie avec arrière plan reconnaissable...);◦ éventuelles cibles à protéger (plan de localisation intégrant les captages AEP, puits privés, piscines, écoles, ...). <p>2. Synthèse des résultats :</p> <ul style="list-style-type: none">◦ Présentation sous forme de tableau synthétique des résultats d'analyses, celui-ci sera également transmis sous forme excel ou open office à l'inspection des installations classées;◦ Présentation sous forme graphique des résultats d'analyse de chaque paramètre ;◦ Présentation sous forme graphique de l'évolution dans le temps des résultats d'analyse pour les

<p>paramètres les plus représentatifs de la pollution observée ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ Carte comprenant la localisation des piézomètres, les isopièzes, le sens d'écoulement de la nappe, les piézairs et la localisation du site (définition parcellaire) ; ◦ Carte comprenant la localisation des ouvrages et les valeurs des paramètres présentant un dépassement des valeurs seuil ou de qualité. <p>3. Interprétation des résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ Comparaison des mesures entre l'amont, l'aval et le latéral hydraulique, sur site et les limites de références ; ◦ Préconisations éventuelles au vu des résultats. <p>4. Annexes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ fiches de prélèvements ; ◦ Bulletins d'analyses. <p>Le rapport relatif à la seconde campagne d'analyse des gaz de sol conclura sur la compatibilité sanitaire du terrain avec son usage et la nécessité de poursuivre la surveillance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 06/04/22, il avait été relevé que les rapports de prélèvement des piézomètres de décembre 2020 et novembre 2021 ne permettaient pas d'identifier les résultats par piézomètres et ne sont pas accompagnés de commentaires.</p> <p>Depuis, les modalités de surveillance de la qualité des eaux souterraines et du rendu des résultats ont été modifiées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/08/23.</p> <p>A noter également que le cadre de surveillance des eaux souterraines sur GIDAF a été modifié : les rapports de suivi de la qualité des eaux souterraines et des gaz de sol devront désormais être déposés au format PDF, en PJ des télé-déclarations.</p> <p>Conclusion : Le rapport relatif à la campagne de novembre 2023 n'ayant pas encore été reçu par l'exploitant, la non-conformité relevée lors de l'inspection du 06/04/22 est maintenue.</p> <p>Les rapports de prélèvement des piézomètres de décembre 2020 et novembre 2021 ne permettaient pas d'identifier les résultats par piézomètres et ne sont pas accompagnés de commentaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Réexamen IED

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/01/2017, article R.515-70</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, IED</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R. 515-61 :</p> <p>- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5. Elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ;</p>

<p>- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.</p> <p>II. - Si aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles n'est applicable, les prescriptions de l'autorisation sont réexaminées et, le cas échéant, actualisées lorsque l'évolution des meilleures techniques disponibles permet une réduction sensible des émissions.</p> <p>III. - Les prescriptions dont est assortie l'autorisation sont réexaminées et, si nécessaire, actualisées au minimum dans les cas suivants :</p> <p>a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;</p> <p>b) La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ;</p> <p>c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément à l'article R. 515-70 du code de l'environnement, l'exploitant a déposé le 07/12/21 un dossier de réexamen au titre de la Directive IED suite à la parution des conclusions sur les MTD associées au traitement de surface à l'aide de solvants organiques (STS) le 09/12/20.</p> <p>Une demande de complément a été adressée le 30/09/22.</p> <p>Suite aux demandes de l'exploitant du 18/11/22 et du 03/03/23, le délai laissé pour apporter des éléments complémentaires a été prolongé jusqu'au 30 juillet 2023.</p> <p>Lors de l'inspection du 17/07/23, il a été demandé à l'exploitant de transmettre, dans un premier temps, les éléments complémentaires demandés dans le courrier du 30 septembre 2022 et ne portant ni sur le rapport de base ni sur les campagnes de surveillance. L'inspection a indiqué que l'exploitant pourrait solliciter, à l'occasion de cette transmission, un délai supplémentaire pour le rendu des éléments relatifs au rapport de base et à la surveillance des eaux souterraines.</p> <p>Par courriel du 28/12/23, l'inspection a demandé à l'exploitant de vérifier si des activités exercées sur le site sont susceptibles de rentrer dans le champ d'application du BREF FMP, qui pourrait devenir le BREF principal.</p> <p>Le 03/01/24, l'exploitant a répondu ne pas être concerné par le BREF FMP.</p> <p>Par courriel du 05/02/24, l'exploitant a indiqué que les sondages de sols concernant la réalisation de la phase 2 du rapport de base ont tous été réalisés et que le rapport de base phase 2 devrait être envoyé en mars 2024.</p> <p>Conclusion : Les éléments de réponse à la demande de complément du 30/09/22 relative au dossier de réexamen IED n'ont pas encore été envoyés à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Inventaire des PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des</p>

substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<p>Constats :</p> <p>Les Substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) sont une large famille de plus de 4000 composés chimiques. Elles présentent de nombreuses propriétés (antiadhésives, imperméabilisantes, résistantes aux fortes chaleurs) qui ont encouragé leur fabrication puis leur utilisation par de multiples secteurs industriels depuis les années 1950. Les PFAS sont des molécules très persistantes, largement répandues dans l'environnement (eau, air, sols, déchets). Elles présentent donc des enjeux environnementaux et de santé publique importants.</p> <p>En début d'année 2023, le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires a publié un plan d'actions ministériel sur les PFAS pour la période 2023 – 2027. Ce plan d'actions a pour objectif de mieux connaître les substances PFAS et de les quantifier afin d'établir des mesures de réduction de ces substances. Il vise ainsi à renforcer la protection de la santé publique et de l'environnement contre les risques liés à l'exposition aux substances PFAS.</p> <p>L'arrêté ministériel du 20 juin 2023, relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux, impose aux exploitants d'ICPE relevant du régime de l'autorisation la réalisation d'une série de 3 campagnes de mesures des substances PFAS au sein des rejets aqueux de leurs établissements.</p> <p>Dans ce cadre, un courrier d'information a été adressé en août 2023 à l'exploitant. Par courriel du 28/09/23, l'exploitant a déclaré avoir procédé au recensement des substances PFAS présentes sur le site (via base de donnée et inventaire visuel) et qu'il en ressort l'absence de substances PFAS en cas d'utilisation, de traitement ou de rejets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Campagnes de mesure des PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.</p> <p>Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3670 : 6 mois <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 09/11/23, l'exploitant a indiqué que la campagne d'analyse des substances PFAS qui devait débiter le 18/12 jusqu'au 19/12 (Semaine 51) a été reportée au 08/01 et 09/01/2024 (Semaine 2), en raison de l'absence de production coté Saint Gobain Abrasifs (de Semaine 43 à 46 et Semaine 49 à 52) et des disponibilités limitées du laboratoire.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les mesures ont de nouveau été reportées (absence d'eaux de rejet le jour de l'intervention du laboratoire) au 22/02/24 puis en mars et en avril.</p> <p>Conclusion : La première campagne de mesure des PFAS n'a pas encore été réalisée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Gestion des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3
Thème(s) : Produits chimiques, Gestion des produits
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2022
Prescription contrôlée : Article 3.3 de l'arrêté du 12 mai 2020 Gestion des produits. L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). [...]
Constats : Lors de l'inspection du 17/04/22, il avait été constaté que la rubrique 13 (méthodes de traitement des déchets) de la FDS relative à la cryolithe (Hexafluoroaluminate de trisodium, substance enregistrée REACH – 01-2119511565-43) du fabricant FLUORSID SpA datant du 22/12/2021, était rédigée en anglais. L'exploitant présente la FDS relative à la cryolithe réalisée par Solvay Fluor GmbH. Cette FDS est conforme au règlement REACH et CLP et est entièrement rédigée en français. L'inspection constate la présence d'au moins 18 palettes de cryolithe dans le local dédié. Les informations d'étiquetage sont cohérentes avec la FDS présentée. Lors de l'inspection du 17/04/22, Il avait également été demandé de transmettre une version à jour du registre des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. A ce sujet, l'exploitant indique que le système SAP est en cours de changement pour permettre d'intégrer des informations liées notamment à la localisation des produits chimiques. Selon l'agenda de suivi des projets présenté par l'exploitant, ce projet fait parti des actions prioritaire et devrait aboutir d'ici octobre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article V.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2022
Prescription contrôlée : Article 1.3 du chapitre V du titre 3 de l'AP du 7/09/2004, modifié par l'APC du 16/07/2014, article 4

L'exploitant établit et tient à jour la liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Constats :

L'inspection du 06/04/22 avait permis de constater :

- que le rapport de contrôle ne mentionnait pas le seuil haut de pression pour l'alimentation du brûleur de la chaudière (MMR2) ;
- un écart entre le seuil de pression pour les pressostats du séparateur fixé à 12,5bar dans l'étude de danger de 2014 (MMR3) et celle indiquée dans le rapport de contrôle de l'ASAP (12,9 bar et 13 bar) ;
- que le rapport de contrôle ne donnait pas de détail concernant les soupapes de sécurité du réseau vapeur (MMR4) et sur le préparateur (MMR5).

Pour rappel, selon le tableau d'évaluation des MMR (tableau 37) de l'EDD de 2014 :

- MMR2 : sécurité de pression haute sur l'alimentation du brûleur (70mbarg) de la chaudière entraînant la fermeture des 2 vannes de sécurité de la chaudière ;
- MMR 3 : 2 pressostats sur le préparateur (12,5mbarg) et 2 pressostats sur la chaudière (17 et 18 barg) avec mise en sécurité de la chaudière (fermeture des 2 vannes de sécurité) ;
- MMR 4 : soupape de sécurité sur le réseau vapeur de la chaudière tarée à 18 barg ;
- MMR5 : 2 soupapes de sécurité sur le préparateur tarées à 14barg

Par courriel du 05/02/24, l'exploitant transmet plusieurs PV de retarage de soupape et d'essai de fonctionnement de soupape datant de 2023 :

- le PV de retarage de soupape (repère 93-80714,1/2 et n°25733 - 3 / 1 S du 30/10/23) concluant que la soupape est déclarée apte à l'utilisation. L'appareil associé à la soupape n'est pas précisé ;
- le PV de retarage de soupape (repère 11213704 et n°25733 - 3 / 2 S du 30/10/23) concluant que la soupape est déclarée apte à l'utilisation. L'appareil associé à la soupape n'est pas précisé ;
- le PV de retarage de soupape (repère 487 et n°25733 - 3 / 3 S du 30/10/23) concluant que la soupape est déclarée apte à l'utilisation. L'appareil associé à la soupape n'est pas précisé ;
- le PV d'essai de fonctionnement de soupape du réseau vapeur « VAPO 62) (repère soupape PSV1 et n° de PV 25733/0/5 du 24/07/23) concluant au bon fonctionnement de la soupape et relevant la PDO à 4,89 bar pour une valeur théorique à 5 bar ;
- le PV d'essai de fonctionnement de soupape du réseau vapeur « VAPO 62) (repère soupape PSV2 et n° de PV 25733/0/4 du 24/07/23) concluant au bon fonctionnement de la soupape et relevant la PDO à 4,90 bar pour une valeur théorique à 5 bar.
- le PV d'essai de fonctionnement de soupape du préparateur (repère soupape 11577472 et n° de PV 8364 du 24/07/23) concluant au bon fonctionnement de la soupape et relevant la pression de début d'ouverture (PDO) à 13,83 bar pour une valeur théorique à 14 bar ;
- le PV d'essai de fonctionnement de soupape du préparateur (repère soupape 11734624 et n° de PV 25733/0/7 du 24/07/23) concluant au bon fonctionnement de la soupape et relevant la PDO à 13,65 bar pour une valeur théorique à 14 bar ;
- le PV d'essai de fonctionnement de soupape de la chaudière (repère soupape PSV 1 CHB et n° de PV 25733/0/3 du 24/07/23) concluant au bon fonctionnement de la soupape et relevant la PDO à 17,76 bar pour une valeur théorique à 18 bar.

Ainsi, les seuils de sécurité des soupapes du réseau de vapeur et du préparateur sont cohérentes avec les MMR4 et MMR5.
Néanmoins, aucune information ne concerne le bruleur (MMR2) et les pressostats de la chaudière et du préparateur (MMR3).

Conclusion : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la bonne mise en œuvre des MMR 2 (sécurité de pression haute sur l'alimentation du brûleur (70mbarg) de la chaudière entraînant la fermeture des 2 vannes de sécurité de la chaudière) et MMR3 (2 pressostats sur le préparateur (12,5mbarg) et 2 pressostats sur la chaudière (17 et 18 barg) avec mise en sécurité de la chaudière). L'exploitant devra expliciter ces choix.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Comportement au feu des lieux de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 1.2, chapitre I, titre 4

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 16/07/2022

Prescription contrôlée :

Titre 4 Dispositions techniques particulières applicables à certaines installations

Chapitre I Dépôt de produits toxiques

Article 1 Comportement au feu des locaux de stockage

1.2 — Produits toxiques solides

Les produits toxiques solides sont entreposés dans un local indépendant présentant les caractéristiques de tenue au feu suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré une heure ;
- Couverture incombustible ;
- portes intérieures coupe-feu de degré une heure et munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- Portes extérieures pare-flamme de degré 1 heure ;
- matériaux de classe MO.

Constats :

Lors de l'inspection du 06/04/22, le test de fermeture de la porte coupe feu du stockage de la cryolithe n'avait pas été concluant (fermeture incomplète).

A la demande de l'inspection deux nouveaux tests ont été réalisés : le premier non concluant (présence de petits morceaux de béton tombés suite à l'endommagement du coin du mur) et le second concluant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Traitement des fumées - matériel disponible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale 2024 sur les COV

Prescription contrôlée :

<p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas identifié de liste précise de produits ou matières consommables utilisées de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement. Néanmoins, un suivi est assuré via le SAP, qui permet dès qu'un numéro d'article est attribué à une donnée d'entrée de procéder à des commandes automatiques.</p> <p>Concernant l'oxydateur, l'exploitant identifie les cardents (ou transmission tubulaire), les sondes de température (ou thermocouple) et les contrôleurs de flamme.</p> <p>Pour les cardents (qui permet d'entraîner le rotor), le SAP retrace les commandes passées en décembre 2020, le 15/03/21, le 23/12/21, le 15/02/23 et le 20/11/23. Aucun numéro d'article n'a été attribué.</p> <p>De même, les sondes de température ne disposent pas d'un numéro d'article. La dernière commande a été passée le 31/09/23.</p> <p>En revanche, un numéro d'article a été attribué aux contrôleurs de flamme. L'état des stocks sur le SAP permet de voir les flux d'entrée et de sortie dans le stock. :</p> <ul style="list-style-type: none"> • entrée le 01/09/22 • sortie le 06/09/22 • entrée le 20/09/22 • sortie le 30/05/23 • entrée le 18/08/23 (1 unité). <p>L'outil SAP ne permet pas encore d'indiquer un emplacement précis des articles. L'inspection a pu constater qu'un contrôleur de flamme était bien stocké sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Dispositif de traitement des rejets – oxydateur thermique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 2.1 chapitre II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale 2024 sur les COV</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets canalisés de la ligne d'apprêtage de toiles et des deux lignes de production d'abrasifs appliqués sont traités par un oxydateur thermique comprenant deux entités, dont le rendement est supérieur à 98 %.</p> <p>La température d'incinération des rejets canalisés est au minimum de 800°C. Cette température ainsi que les autres paramètres de fonctionnement de l'oxydateur dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la consommation de gaz naturel des brûleurs d'appoint ; - les débits de gaz rejetés à l'atmosphère ou tout autre paramètre permettant de définir les débits de gaz rejetés ; <p>Font l'objet d'une mesure et d'un enregistrement en continu.</p> <p>Les enregistrements sont conservés pendant une période d'un an.</p> <p>La baisse de la température d'incinération au-dessous de 800°C entraîne automatiquement le déclenchement d'une alarme sonore et visuelle au niveau du poste de commande de l'oxydateur et d'une alarme sonore et visuelle au niveau du poste de gardiennage de l'établissement.</p> <p>La mise en fonctionnement des dispositifs d'aspiration des rejets canalisés des lignes de fabrication est asservie au respect de la température minimale d'incinération de 800°C.</p> <p>Lors de la mise à l'arrêt des fours et des étuves, le dispositif de captation des solvants présents dans l'enceinte des fours et des étuves doit être maintenu en marche de façon à assurer le</p>

<p>traitement de ces solvants et une vidange complète de l'atmosphère des fours et de étuves. Les fours ne sont pas mis à l'air libre avant la fin de la phase de vidange, sauf en cas de dysfonctionnement pouvant présenter un risque pour les personnes ou l'environnement.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre des dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il avait été constaté lors de l'inspection du 06/04/22 qu'un clapet apparaissait en défaut sur l'automate de suivi de l'oxydateur (selon l'exploitant, une intervention était planifiée le samedi 09/04/2022).</p> <p>Lors de l'inspection objet du présent rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aucun défaut n'apparaissait sur l'automate de suivi ; • l'exploitant a indiqué qu'aucune maintenance annuelle n'était programmée annuellement. Les contrôles sont réalisés à la demande, en fonction des résultats de contrôle des rejets atmosphériques en du suivi continu de la température (reporté dans le local de pilotage et dans le bureau du chef de machine) ; • l'exploitant a déclaré qu'en cas d'anomalie de température, une alarme visuelle et sonore est déclenchée dans l'atelier maintenance ; • les températures dans les chambres de combustion des oxydateurs 1 et 2 étaient respectivement de 806°C et 797°C ; • les températures en sortie étaient respectivement de 161°C et 188°C ; • les procédures relatives à l'arrêt en fonctionnement normal (datant de 2022) et en cas de dysfonctionnement (datant du 30/08/23) ont été présentées et sont affichées dans le local. <p>Il avait également été relevé lors de l'inspection du 06/04/22 que le rendement de l'oxydateur n'était pas précisé dans les 2 rapports de contrôle des rejets atmosphériques de 2021.</p> <p>Selon les rapports de contrôle des rejets atmosphériques de l'oxydateur du 22/06/23 et du 25/09/23, le rendement d'épuration est basé sur les teneurs en COVT et est évalué à 94.4 % en mai et 80 % en septembre. Cette baisse de rendement est expliquée par la diminution des teneurs en COVT (26.2mg/m³ en juin à 17.3mg/m³ en septembre), ce qui rend l'oxydation moins efficace et qui engendre une consommation de gaz plus élevée.</p> <p>Conclusion : La température dans la chambre de combustion de l'oxydateur 2 était inférieure à la limite basse définie à 800°C et aucun défaut ou alarme n'a été déclenché. Le rendement de l'oxydateur était inférieur à 98 % lors des campagnes de mai et septembre 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 15 : Information de l'inspection en cas d'incident sur l'oxydateur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 2.2 chapitre II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale 2024 sur les COV</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant informe l'inspection des installations classées dans un délai de deux heures après l'arrêt d'une ou des entités de l'oxydateur, suite à un incident technique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des dysfonctionnements rencontrés ; - de la nature des productions en cours au moment des dysfonctionnements, notamment au regard de leur potentiel de génération de solvant ; - des conséquences éventuelles pour l'environnement ; - des mesures prévues pour remettre les installations en état de marche ; - de la nature des productions qui seront maintenues en cas de l'arrêt d'une seule entité de

l'oxydateur, en justifiant de la capacité de l'entité non affectée à traiter les flux de solvants émis par les productions maintenues ou prévues.
L'exploitant informe l'inspection des installations classées dès la remise en marche normale de l'oxydateur.
Constats : Les procédures d'arrêt et d'arrêt prolongé ne précisent pas quand informer l'inspection des installations classées. La procédure d'arrêt prolongé ne permet pas d'évaluer à partir de quelle durée, l'arrêt est considéré comme prolongé. En cas de dysfonctionnement de l'oxydateur, le process est arrêté. Conclusion : En cas de dysfonctionnement de l'oxydateur, les procédures d'arrêt et d'arrêt prolongé ne précisent pas quand informer l'inspection des installations classées. La procédure d'arrêt prolongé ne permet pas d'évaluer à partir de quelle durée, l'arrêt est considéré comme prolongé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Entretien du dispositif de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 2.3 chapitre II
Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale 2024 sur les COV
Prescription contrôlée : L'oxydateur fait l'objet d'un entretien régulier par l'exploitant et d'au moins un entretien annuel par l'exploitant ou un prestataire extérieur spécialisé. Les opérations d'entretien régulières sont consignées et détaillées dans un registre. Celui-ci ainsi que les justificatifs de l'entretien réalisé par le constructeur de l'appareil sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Préalablement à des opérations d'entretien portant sur une seule entité du dispositif de traitement, l'exploitant s'assure que la seconde entité de celui-ci est capable de traiter le flux de polluants émis par ses installations.
Constats : Les rapports de contrôle et de maintenance de l'oxydateur (notamment celui relatif à la rouille de décembre 2021) n'avaient pas été présentés lors de l'inspection du 06/04/22. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'aucune maintenance annuelle n'était programmée annuellement. Les contrôles sont réalisés à la demande, en fonction des résultats de contrôle des rejets atmosphériques, du suivi continu de la température (reporté dans le local de pilotage et dans le bureau du chef de machine) et d'autres paramètres (par exemple, l'intensité du rotor permet d'évaluer la nécessité d'intervenir sur le cardent). Certaines opérations de maintenance sont réalisées en interne, mais rien n'est formalisé dans une procédure ou une check list. Conclusion : L'oxydateur ne fait l'objet d'aucun entretien annuel. Les opérations de maintenance et vérifications ne sont pas formalisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 17 : VLE des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 3.2 chapitre II

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des rejets à l'atmosphère

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2022

Prescription contrôlée :

3.2 – Conditions particulières de chacun des rejets à l'atmosphère

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement et notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant :

Installations ou émissaires concernés	Débit des gaz (m³/h)	Paramètres	Valeur limites	
			Concentration (mg/Nm³)	Flux (g/h)
Rejets de l'oxydateur	145 000	Composés organiques volatils à l'exclusion du méthane (en carbone total) dont formaldéhyde et phénol	20 *	2900
		Oxydes d'azote (en équivalent NO2)	100 *	14500
		Méthane CH4	50 *	7250
		Monoxyde de carbone CO	100 *	14500
Poste à colle (atelier de conversion)	2000	Composés organiques volatils à l'exclusion du méthane (en carbone total)	50	100
Atelier d'emploi de la cryolithe		Poussières	150	
Installations de combustion • générateur 1 : 3480 kW • générateur 2 : 8824 kW • moteur à combustion interne		Oxydes de soufre (en équivalent SO2) Oxydes d'azote (en équivalent NO2) Poussières	35 à 3% d'oxygène 150 à 3% d'oxygène 5 à 3% d'oxygène	
		Oxydes de soufre (en équivalent SO2)	160 à 5% d'oxygène**	

Constats :

Lors de l'inspection du 06/05/22, il avait été relevé que :

- Le rendement des oxydateurs ne sont pas précisés dans les 2 rapports de contrôle des rejets atmosphériques de 2021.
- Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques d'avril 2021 ne mentionne pas les flux en sortie du poste à colle.
- Le rapport de contrôle des rejets issus de la chaudière de production relève une concentration nulle en CO. Il conviendrait de s'assurer de la validité de cette mesure.

Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques de la chaudière du 10/05/23 conclut au respect des VLE. La concentration en CO n'est pas nulle.

Les rapports de contrôle des rejets atmosphériques du poste à colle du 09/05/23 et du 26/09/23 concluent au respect des VLE. Néanmoins, le flux n'est toujours pas mesuré.

Les rapports de contrôle des rejets atmosphériques de l'oxydateur du 22/06/23 et du 25/09/23

concluent au respect des VLE.
Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques de l'atelier cryolite du 07/11/23 conclut au respect des VLE.
Conclusion : Les rapports de contrôle des rejets atmosphériques d'avril 2021, mai 2023 et septembre 2023 ne portent pas sur les flux en sortie du poste à colle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : VLE des rejets à l'atmosphère (fréquence des contrôles)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 4 chapitre II
Thème(s) : Risques chroniques, VLE des rejets à l'atmosphère (fréquence)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2022
Prescription contrôlée : 4.1 – Contrôles périodiques L'exploitant fait procéder par un organisme compétent, selon les fréquences indiquées dans le tableau suivant, à un contrôle des débits et de la qualité des rejets gazeux canalisés portant sur la teneur en oxygène et les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none"> • rejets de l'oxydateur : semestrielle ; • poste à colle : semestrielle ; • atelier d'emploi de la cryolithe : annuelle ; • installations de combustion : biannuelle.
Constats : Les fréquences d'analyses sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Hauteur des cheminées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 5.1 chapitre II
Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale 2024 sur les COV
Prescription contrôlée : La hauteur des cheminées d'évacuation des rejets canalisées, qui ne peut être inférieure à 10m, est conforme aux dispositions des articles 53 à 56 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. [...]
Constats : Selon les rapports de contrôle, la hauteur approximative entre le sol et le point de mesure est de 10m pour la cheminée de l'oxydateur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Vitesse d'éjection des gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 5.2 chapitre II
Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale 2024 sur les COV
Prescription contrôlée : La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5000m ³ /h, 5m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5000m ³ /h.
Constats : Selon les rapports de contrôle des rejets issus de l'oxydateur : <ul style="list-style-type: none">campagne de juin : la vitesse à l'éjection est de 7,18 m/s pour un débit de 58500 m³/h sur gaz humide et 56500m³/h sur gaz sec ;campagne de septembre : la vitesse à l'éjection est de 8.55 m/s pour un débit de 76800 m³/h sur gaz humide et 74500m³/h sur gaz sec. A noter que selon les rapports de contrôle des rejets issus du poste à colle, la mesure de la vitesse n'a pas pu être effectuée en l'absence de nacelle. Les prélèvements ont été réalisés au niveau d'un piquage déporté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 7 (chapitre II)
Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale 2024 sur les COV
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et sorties de solvants par installation. Il transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : L'exploitant renseigne son PGS lors que la campagne Gerep. Celui relatif à l'année 2023 est en cours de réalisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...] En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 30/01/24, sa dernière version de l'AMR applicable à l'équipement installé sur le site. L'AMR a été réalisé le 26/06/2018 par le cabinet : O'reau.

<p>Sur site, l'inspection a interrogé l'équipe en place sur certaines actions effectuées issues des recommandations de ce document (création d'un groupe de travail sur la gestion hydraulique du site, mise en place d'un traitement anti-corrosion anti tartre,...). Les réponses apportées ont révélé que le document n'était pas exploité et plus en adéquation avec l'exploitation de la TAR.</p> <p>Les plans de l'installation et de son fonctionnement présentés par l'exploitant lors de l'inspection ne sont pas à jour. Aucun plan interne à la TAR n'a été présenté.</p> <p>Conclusion : L'AMR doit être révisé conformément à la périodicité fixée à l'article 3.7.I.1.a de l'arrêté Ministériel du 14/12/2013 .</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 23 : Procédures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.c
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> – procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; – procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation : – suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ; – en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ; – en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ; – suite à un arrêt prolongé complet ; – suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ; – autres cas de figure propre à l'installation. <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme vu précédemment l'AMR n'est pas à jour et n'est pas utilisée par l'exploitant. Les procédures qui en découlent sont donc à revoir.</p> <p>Conclusion : L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour les procédures susmentionnées selon les conclusions de l'AMR.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 24 : Plan d'entretien – Présence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : Sur la base de l'AMR sont définis : [...] – un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; [...] Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.
Constats : L'exploitant a présenté son plan d'entretien intitulé « plan de maintenance ». Ce plan précise les actions de vérification sur les pulvérisateurs, dévésiculeurs et la propreté des évacuations. Les étapes du nettoyage annuel y sont détaillés. Lors des échanges avec l'exploitant, celui-ci a indiqué que suite à des fuites liées à de la corrosion, un revêtement résine a été appliqué sur le sol à l'intérieur de la TAR. Ce phénomène de corrosion ne semble pas avoir été investigué davantage par l'exploitant, la nécessité de recourir à un traitement anti corrosif n'a pas été étudié. Conclusion : L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour le plan d'entretien susmentionné selon les conclusions de l'AMR.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 25 : Plan d'entretien – justification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible. Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés. Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des <i>Legionella pneumophila</i> par la réalisation d'analyses hebdomadaires en <i>Legionella pneumophila</i> , a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 30/01/24 sa stratégie de traitement datant de 2016. Les échanges avec le traiteur d'eau, présent lors de l'inspection, indique que la stratégie pratiquée

ne correspond pas à celle définie dans le document.
Conclusion : Il convient de formaliser et d'actualiser la stratégie de traitement appliquée, en mettant notamment à jour la dénomination commerciale des produits utilisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 26 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure, totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont relevées mensuellement et le résultat est enregistré et consigné dans le carnet de suivi.</p> <p>Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, et exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Legionella pneumophila < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ; – matières en suspension < 10 mg/l. <p>La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.</p> <p>En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale.</p> <p>Constats :</p> <p>L'eau d'appoint alimentant la TAR est composée : d'eau du bassin (eau pluviale et eau de refroidissement issus du process) ainsi que l'eau du forage (via les eaux du process de refroidissement).</p> <p>L'exploitant a indiqué que la qualité d'eau d'appoint est suivie via le piquage avant dispersion dans la TAR. Les paramètres suivis sont la concentration en légionelles [LnP] et taux de chlore.</p> <p>Conclusion :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de respecter la disposition réglementaire en mettant notamment en place une surveillance en légionella pneumophila et en matière en suspension.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 27 : Nettoyage préventif des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2.c
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée :

<p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué en séance que le dernier nettoyage a été effectué en décembre dernier et qu'une fréquence annuelle de nettoyage est fixée.</p> <p>Aucun rapport de nettoyage n'a pu être présentée. La procédure de nettoyage annuelle présentée dans le plan de maintenance détaille les principales étapes sans préciser les moyens employés (utilisation d'un jet d'eau ?).</p> <p>Durant l'inspection de la TAR, l'intérieur de la tour de refroidissement n'a pu être inspecté (tour en eau).</p> <p>Conclusion :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de formaliser une procédure de nettoyage détaillée ainsi qu'un rapport de suivi des opérations réalisées pour le nettoyage (avec photos de préférence). Les conclusions de l'AMR devront être intégrées à la procédure le cas échéant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 28 : Nettoyage du dévésiculeur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet.</p> <p>Pour tout dévésiculeur installé à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.</p> <p>[...] article 3.1.2 ;</p> <p>Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant s'assure auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini au 2.5.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une partie du dévésiculeur a été remplacée l'année dernière.</p> <p>Sur site, l'inspection n'a pu faire de contrôle visuel de l'état des dévésiculeur (site non équipé d'aménagement sécurisé pour avoir une vision aérienne de la TAR).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 29 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : 3. Surveillance de l'installation Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action. Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement. [...]
Constats : L'exploitant a précisé que la concentration en chlore dans l'eau est utilisée pour ajuster le traitement de l'eau et identifier toute dérive. La concentration en chlore est mesurée plusieurs fois par jour manuellement par un opérateur à partir du point de prélèvement en amont de la dispersion. Les analyses en concentration de légionelles dans l'eau sont réalisées tous les deux mois à partir du point de prélèvement susmentionné. Les résultats et rapport sont téléversés dans l'outil GIDAF. L'inspection a consulté les rapports via GIDAF. Un dépassement à 5600 UFL/l a été retrouvé dans les analyses de juillet 2023 dont l'origine proviendrait de la présence de produits chimiques dans les eaux de refroidissement déversées dans le bassin. Aucun autre évènement n'est à souligner. Le point de prélèvement a fait l'objet d'un échange avec l'exploitant durant l'inspection. Compte tenu de la configuration de la TAR (origine diverse en eau d'appoint via un passage par un bassin), il convient d'identifier d'autres points de prélèvement pour assurer la surveillance de l'installation (prélèvement en bassin et en aval de la dispersion par exemple). Aucun document n'a été présenté pour formaliser la surveillance de l'installation. Conclusion : L'inspection demande à l'exploitant de formaliser un plan de surveillance des installations actualisé des conclusions de l'AMR à venir, notamment concernant la définition de nouveaux points de prélèvements pour renforcer la surveillance de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 30 : Prélèvements complémentaires pour le prochain contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : [...] La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.
Constats :

Dans l'attente de la mise à jour du plan de surveillance de l'installation et de la définition de nouveaux points de prélèvement (cf point de contrôle précédent), il est demandé à l'exploitant d'intégrer pour la prochaine analyse en légionella une mesure dans le bassin, au point habituel et en aval de la dispersion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 31 : Plan des réseaux interne au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 4 du chapitre I
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution et du risque légionellose
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire, ...) ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...) ; - les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.
Constats : Comme vu précédemment, un dépassement en légionellose a eu lieu en juillet 2023. Ce dépassement est attribué à l'arrivée de produit chimique dans le bassin. L'exploitant déclare que les recherches sont en cours pour identifier le point d'origine de ces eaux chargées. Des consultations sont en cours pour identifier les différents réseaux et mettre le plan des réseaux interne au site à jour. Conclusion : Le plan des réseaux n'est pas à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 32 : Périmètre d'accès à la TAR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition : – aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ; – aux produits chimiques. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces équipements. Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment. Le personnel intervenant sur l'installation ou à proximité de la tour de refroidissement est informé

des circonstances d'exposition aux légionelles et de l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de la maladie.
L'ensemble des documents justifiant l'information des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que l'accès à la TAR par l'escalier est limité par une chaîne ; • que le local de gestion de la TAR est fermé à clé ; • la présence d'un affichage signalant l'obligation du port des EPI (à l'étage). <p>L'exploitant considère que le périmètre d'obligation du port des EPI est restreint à l'étage. Aucun marquage au sol n'est apposé.</p> <p>Conclusion : L'exploitant devra revoir le périmètre d'obligation du port des EPI au regard des conclusions de l'AMR.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois